



## **CENTRE D'INVESTIGATIONS PREVENTIVES ET CLINIQUES - I.P.C.**

**Association Loi 1901**

6 rue de la Pérouse  
75784 PARIS CEDEX 16

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

**Le 23 avril 2025**



**Passionnement  
engagé.**

## CENTRE D'INVESTIGATIONS PREVENTIVES ET CLINIQUES - I.P.C.

Exercice clos le 31 décembre 2024

### Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Membres,

#### OPINION

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association CENTRE D'INVESTIGATIONS PREVENTIVES ET CLINIQUES - I. P. C. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

#### FONDEMENT DE L'OPINION

---

##### *Référentiel audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

#### JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

---

En application des dispositions des Articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de votre Association.

## **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

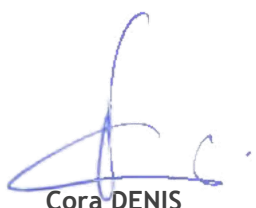
Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Versailles, le 23 avril 2025.


BDO IDF

Représenté par



Cora DENIS

&



Philippe BENECH

Commissaires aux comptes  
Membres de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

# CENTRE D'INVESTIGATIONS PREVENTIVES ET CLINIQUES

## BILAN ACTIF AU 31 Décembre 2024

ACTIF	Exercice N (selon ANC 2022-04)			Exercice N-1 (selon ANC 2020-01)
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	21 636.00	21 636.00	0.00	0.00
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	191.36		191.36	191.36
<b>Total I</b>	<b>21 827.36</b>	<b>21 636.00</b>	<b>191.36</b>	<b>191.36</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 170 709.43		1 170 709.43	995 208.80
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>				
Autres				0.00
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	883 703.87		883 703.87	391 056.11
Charges constatées d'avance	1 903.17		1 903.17	2 781.62
<b>Total II</b>	<b>2 056 316.47</b>	<b>0.00</b>	<b>2 056 316.47</b>	<b>1 389 046.53</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion Actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>2 078 143.83</b>	<b>21 636.00</b>	<b>2 056 507.83</b>	<b>1 389 237.89</b>

# CENTRE D'INVESTIGATIONS PREVENTIVES ET CLINIQUES

BILAN PASSIF AU 31 Décembre 2024

PASSIF	Exercice N (selon ANC 2022-04)	Exercice N-1 (selon ANC 2020-01)
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise	89 528.39	89 528.39
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	271 790.66	307 779.62
Excédent ou déficit de l'exercice	4 925.74	-35 988.96
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>366 244.79</b>	<b>361 319.05</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires - (Commodat)		
<b>Total I</b>	<b>366 244.79</b>	<b>361 319.05</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>Total II</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>Total III</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>
<b>Fonds dédiés</b>		
- sur subventions de fonctionnement		
- sur autres ressources		
<b>Total III bis</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	20 170.82	21 496.66
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 670 092.22	995 922.18
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	0.00	10 500.00
<b>Total IV</b>	<b>1 690 263.04</b>	<b>1 027 918.84</b>
Ecart de conversion Passif (V)	0.00	0.00
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)</b>	<b>2 056 507.83</b>	<b>1 389 237.89</b>

# CENTRE D'INVESTIGATIONS PREVENTIVES ET CLINIQUES

## COMPTE DE RESULTAT exercice du 1er janvier au 31 Décembre 2024

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N (selon ANC 2022-04)	Exercice N-1 (selon ANC 2020-01)
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service		
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	6 518 246.00	6 521 798.80
Subventions	31 883.20	21 250.00
Produits liés à des financements réglementaires		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
<b>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges</b>	42 751.41	35 020.93
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	30 386.74	1.03
Cotisations	8 400.00	7 390.00
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues		
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotations consomptibles virées au compte de résultat		
Autres produits		
<b>Total I</b>	<b>6 631 667.35</b>	<b>6 585 460.76</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	344 895.82	357 411.88
Variation de stock	-1 010.56	29 757.00
Autres achats et charges externes	1 487 260.62	1 651 685.12
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	492 203.63	493 797.72
Salaires et traitements	2 796 937.31	2 702 294.70
Charges sociales	1 310 853.66	1 298 929.29
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	96 852.91	
Dotations aux provisions	30 000.00	0.00
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		
Aides financières		
Autres charges	80 955.34	104 331.44
<b>Total II</b>	<b>6 638 948.73</b>	<b>6 638 207.15</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)</b>	<b>-7 281.38</b>	<b>-52 746.39</b>

## CENTRE D'INVESTIGATIONS PREVENTIVES ET CLINIQUES

<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	13 246.00	8 758.88
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total III</b>	<b>13 246.00</b>	<b>8 758.88</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	1 091.68	1 032.27
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total IV</b>	<b>1 091.68</b>	<b>1 032.27</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>12 154.32</b>	<b>7 726.61</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>4 872.94</b>	<b>-45 019.78</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	52.80	0.00
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		6 745.90
<b>Total V</b>	<b>52.80</b>	<b>6 745.90</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion		-2 284.92
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>52.80</b>	<b>9 030.82</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)	0.00	0.00
Impôts sur les bénéfices (VIII)	0.00	0.00
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>6 644 966.15</b>	<b>6 600 965.54</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>6 640 040.41</b>	<b>6 636 954.50</b>
<b>SOLDE INTERMEDIAIRE</b>		
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>4 925.74</b>	<b>-35 988.96</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		



<p><b>ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS</b> <b>de l'exercice clos au 31 décembre 2024</b></p>
--

**Total du bilan : 2 056 507.83 Euros**

**Résultat de l'exercice : + 4 925.74 Euros**

Le Centre d'Investigations Préventives et Cliniques - IPC a pour objet :

- de développer dans le domaine de la Santé avec le concours du corps médical, la prévention individualisée,
- de promouvoir à cet effet les techniques de mesures et d'évaluation applicables à l'individu et à la collectivité, et ce dans le respect de l'éthique et de la déontologie médicale,

Le Centre d'Investigations Préventives et Cliniques dispose de 6 sites dont 1 à Paris et 5 en région parisienne dédiés aux populations en vulnérabilité sociale (PUMa, CMU, CMU-C, RSA, CDD, personnes en recherche d'emploi...).

L'activité principale d'IPC est l'Examen de Prévention en Santé. Cet examen est un ensemble d'examens médicaux réalisable par tous les assurés sociaux sous certaines conditions énoncées et financé par l'assurance maladie. Il suit un référentiel strict.

Un accent particulier est porté sur les populations ayant des difficultés d'accès au système de santé ou en période de difficultés sociales.

En complément des Examens de Prévention en Santé sont réalisés :

- Des ateliers post-bilan, pour les patients souffrants de pathologies chroniques (Diabète de type 2, BPCO, Risques de Maladies cardio-vasculaires),
- Des ateliers de sensibilisation et d'éducation en santé (jeunes de 16 à 25 ans, tabac, surpoids, activité physique),
- Des Entretiens Individuels de Prévention (EIP),
- Le rattrapage vaccinal,
- Le dépistage organisé des cancers,
- Le dépistage Chlamydiae,
- Le dépistage Papillomavirus (HPV).

IPC participe également à l'étude Nationale CONSTANCES en partenariat avec l'INSERM.

Ces activités sont réalisées grâce à l'équipe pluridisciplinaire et les moyens matériels mis à disposition par le Groupement d'intérêt économique dont l'Association est membre.

IPC possède également un Conseil Scientifique constitué de Médecins et Professeurs Hospitalo-universitaires.

### **FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE**

#### **- SAGES2 :**

Le déploiement du logiciel SAGES2 a été effectué le 11 mars 2024.

Une période d'adaptation des équipes a été nécessaire afin d'acquérir des automatismes et d'appréhender les actions nécessaires à la réalisation des bilans et des synthèses.

### **I. MODES ET METHODES D'EVALUATION**

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis conformément au règlement de l'autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des dits comptes annuels, du règlement ANC N°2020-08 et 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

## TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice			Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture de l'exercice
	Montant global avant règlement ANC 2022-04	Impact du règlement ANC 2022-04	Montant global avec règlement ANC 2022-04				
Fonds associatifs sans droit de reprise							
Fonds propres sans droit de reprise	89 528.39		89 528.39				89 528.39
Fonds associatifs avec droit de reprise							
Fonds propres avec droit de reprise							
Ecart de réévaluation sur biens sans droit de reprise							
Ecart de réévaluation sur biens avec droit de reprise							
Ecart de réévaluation							
Réserves							
Report à nouveau	307 779.62		307 779.62	-35 988.96			271 790.66
Excédent ou déficit de l'exercice	-35 988.96		-35 988.96	35 988.96	4 925.74		4 925.74
Situation nette	361 319.05		361 319.05	0.00	4 925.74		366 244.79
Fonds propres consommables							
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables							
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées							
Droit des propriétaires-comodat							
TOTAL	361 319.05	0.00	361 319.05	0.00	4 925.74	0.00	366 244.79

**II. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

Aucun frais d'établissement n'a été comptabilisé au cours de l'exercice.

**III. COUT DE PRODUCTION DES IMMOBILISATIONS**

L'Association n'a produit aucune immobilisation pour elle-même.

**IV. MOUVEMENTS DE L'ACTIF IMMOBILISE**

Les mouvements des immobilisations incorporelles et corporelles sont reproduits dans les tableaux ci-après.

<b>IMMOBILISATIONS</b>	Valeur Brute au 01/01/2024	Acquisitions ou virements	Valeur Brute au 31/12/2024
Immobilisations incorporelles	21 636,00	-	21 636,00
Immobilisations corporelles	0,00	-	0,00
Dépôts et cautionnements	191,36	-	191,36
<b>Total des immobilisations</b>	<b>21 827,36</b>		<b>21 827,36</b>

Le GIE a investi pour IPC , 91 900.51 euros de matériel médical, de développement logiciel le laboratoire et de mobilier.

**V. AVANCES ET CREDITS AUX DIRIGEANTS DE L'ASSOCIATION**

Aucune avance et aucun crédit n'ont été consentis aux dirigeants sociaux au cours de l'exercice.

**VI. METHODES DE CALCUL DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS****1 - AMORTISSEMENTS**

Les résultats des calculs des amortissements figurent dans les tableaux ci-inclus.

L'amortissement économique a été pratiqué selon les modalités suivantes :

- Logiciels : 12 mois linéaire
- Installations et Agencements : 3 à 5 ans linéaire
- Matériel médical et de laboratoire : 3 à 10 ans linéaire ou dégressif
- Matériel, mobilier de bureau : 5 à 10 ans linéaire
- Matériel informatique : 3 à 5 ans dégressif

Pour les biens acquis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, les taux d'amortissement dégressif sur 3 et 5 ans ont été portés par l'Administration à 41.67 et 35 %.

Conformément à la décision du CA du 3 avril 2009 ratifiée par l'Assemblée Générale du 28 avril 2009, les immobilisations corporelles et incorporelles ont été transférées partiellement à IPC GIE.

<b>AMORTISSEMENTS</b>	Montant au 01/01/2024	Dotations de l'exercice	Montant au 31/12/2024
Immobilisations incorporelles	21 636,00	--	21 636,00
Immobilisations corporelles	0,00	--	0,00
<b>Total des amortissements</b>	<b>21 636,00</b>	<b>--</b>	<b>21 636,00</b>

**VII. CHARGES CONSTATEES D'AVANCE, PRODUITS A RECEVOIR SUR CREANCES**

**1 – CHARGES CONSTATEES D'AVANCE**

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 1 903.17 €.

**2 - PRODUITS A RECEVOIR SUR CREANCES**

- Néant

**VIII. DOTATION EN FONDS PERMANENTS**

**1 – FONDS PERMANENTS**

L'exercice se solde par un résultat positif de 4 925.74 €, portant ainsi les fonds permanents à la somme de 366 244.79 €.

**2 – RESULTAT**

Le résultat de l'exercice est positif de 4 925.74 €.

**3 - LE PROJET ASSOCIATIF**

Aucun projet n'était en cours sur l'année 2024.

**4. FONDS DEDIES**

Les fonds dédiés sont en accord avec les recommandations du règlement ANC 2022-04.

- Néant

**IX. DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES**

- Néant

**X. COMPTES DE REGULARISATION - PASSIF**

**PRODUITS CONSTATES D'AVANCE**

Néant

**CHARGES A PAYER**

- Dettes Fournisseurs et comptes rattachés pour 12 000.00 €

## XI. ECHEANCE DES CREANCES ET DES DETTES

### DETTES FINANCIERES

- Néant

### AUTRES DETTES

Il a été conclu une convention de refacturation entre IPC et IPC GIE.

Les comptes Créiteurs divers représentent les créances sur IPC GIE, et d'autres tiers se décomposent comme suit :

IPC GIE – Solde sur répartition des charges du GIE	1 670 092.22 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 670 092.22 €</b>

### CREANCES

CPAM verst de décembre	543 187.00 €
ETOILE Créiteurs divers	626 922.43 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 170 109.43 €</b>

## XII. CREDIT –BAIL

- Néant

## XIII. ENGAGEMENTS

Aucun engagement et notamment en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées n'a été contracté au profit des dirigeants des organes d'administration, de direction ou de surveillance.

## XIV. ACTIVITE

### **Activité CPAM**

La convention selon les termes de la COG 2023 – 2027 ne sera pas signée entre la CNAM et la CPAM. Nous avons eu un avenant pour 2024 nous signifiant le montant de notre dotation et nos objectifs .

Ils étaient les suivants :

- ⇒ Budget global identique à celui de 2023,
- ⇒ L'objectif des populations précaires était de 62 %,
- ⇒ L'objectif pour les primo-accédants était de 62 % du volume total,
- ⇒ L'objectif des inclusions ETP reste porté à 250 ETP.

Comme l'an passé le Centre a fait le nécessaire pour la sécurité des patients et des collaborateurs (désinfection des locaux, organisation des accueils, approvisionnement des protections individuelles (Plaques en plexiglass, masques, gel hydro-alcoolique, bactéricide, purificateurs d'air..)).

Parallèlement aux EPS réalisés, le Centre IPC continue de participer à l'étude nationale épidémiologique CONSTANCES. IPC poursuit la réalisation des ateliers thérapeutiques DT2 (Diabète de type II), BPCO (Broncho-Pneumopathie Chronique Obstructive), MCV (Maladies Cardio Vasculaires), des ateliers d'Education En Santé, a mis en place les Entretiens Individuels de Prévention en respectant les objectifs de priorité pour les populations précaires, ceux de l'éducation sanitaire et des actions de relai d'informations auprès des assurés.

- EPS Paris

11 932 Examens de Prévention en Santé ont été effectués sur le site de PARIS pour le compte de la CPAM de Paris, dont 750 EPS CONSTANCES.

- EPS Sites distants

Dans les sites distants ont été réalisés respectivement :

- ↳ Département des Yvelines, 2 000 EPS réalisés sur le département

- 1 016 Examens de Prévention en Santé sur Trappes,
- 984 Examens de Prévention en Santé sur Mantes la Jolie.

- ↳ Département du Val d'Oise, 1 995 EPS réalisés sur le département

- 961 Examens de Prévention en Santé sur Argenteuil,
- 1 034 Examens de Prévention en Santé sur Cergy.- Centre fermé 4 mois –

- ↳ Département de l'Essonne, 1 193 EPS réalisés sur le département

- 1 193 Examens de Prévention en Santé sur Corbeil-Essonnes.

- EIP

IPC a réalisé 743 EIP -( 1 EIP =0.4 EPS )- soit l'équivalent de 297 EPS.

- 251 Ateliers thérapeutiques du patient (ETP) ont été réalisés

- DT2 : 121 inclusions
- BPCO : 3 inclusions
- MCV : 127 inclusions

- Populations Précaires au score EPICES >= 30

Les populations précaires (score EPICES >= 30) représentent un volume de 9 439 patients.

▪ L'Etude Nationale CONSTANCES (CONSULTANTS des Centres d'Examen de Santé).  
L'Etude CONSTANCES, qui a pour objet principal l'étude des déterminants professionnels et sociaux de la santé, a démarré au cours du second trimestre 2012, et 750 personnes ont été incluses dans le protocole de cette étude en 2024.

### Budget

Le montant de la dotation a été notifiée le 13 décembre 2023 dans l'avenant à la convention pluriannuelle de gestion 2018-2022.

La dotation de décembre d'un montant de 543 187 sera versée en juin et ce après la commission paritaire.

La dotation globale de l'exercice 2024 octroyée par la CPAM de PARIS est la somme totale de **6 518 246 Euros**

### Subvention ARS

Sur les antennes de Trappes et de Mantes ont été réalisés des examens de Prévention en Santé pour des publics dits invisibles en situation de très grande précarité, repérés et orientés par la coopérative d'acteurs (ACR, PSP, IPS et IPC).

60 Examens de Prévention ont été réalisés en 2024, portant le montant des subventions consommées ARS à 26 587 €.

## XV. PROVISIONS

### Provisions pour risques

Une dotation de provision pour risques d'un montant de 30 000.00 € a été comptabilisée. Cette dotation provient de la refacturation des charges d'IPC GIE.

## XVI. RESULTAT EXCEPTIONNEL

Néant

## XVI. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant total des honoraires figurant au compte de résultat de l'exercice pour nos commissaires aux comptes s'élève à 11 461.20 € et se décomposent comme suit :

	BDO
Honoraires afférents à la certification des comptes	11 461.20 €
Honoraires afférents aux autres services	-